

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 27/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

casse auto bazainville

11 rue des Jeux De Billes
78550 Houdan

Références : inspection inopinée du 20/10/2022
Code AIOT : 0100013068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement casse auto bazainville implanté 35 impasse Boeuf Couronné 78550 Bazainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 30 septembre 2022, la sous-préfecture de Mantes-La-Jolie a alerté l'inspection d'une situation dégradée située au Boeuf Couronné à Bazainville. Ce signalement a été réalisé par la commune de Bazainville.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Casse Auto Bazainville
- 35 impasse Boeuf Couronné 78550 Bazainville
- Code AIOT : 0100013068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités exercées par M Yaya TOGO :

- * de "transit/regroupement de déchet dangereux",
 - * d' "entreposage de VHU",
 - * de "transit/regroupement de DEEE",
 - * de "transit/regroupement de métaux non dangereux",
 - * de "transit/regroupement de pneumatique",
 - * de "transit/regroupement de verre",
 - * de "transit/regroupement de déchets non dangereux non inerte divers"
- n'étaient pas connues par l'inspection des installations classées.

L'inspection du 20 octobre 2022 avait pour objectif de constater les activités exercées au droit du site et les mesures prises en vue de prévenir les pollutions environnementales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4) fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, articles 10 et 4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, articles 12 et 2.7 et 2.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Collecte des effluents	Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, articles 14 et 5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Régularisation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités de transit/regroupement de déchets exercées sur site relèvent du régime de l'autorisation, de l'enregistrement et de la déclaration (2718-1 à A, 2712-1 à E, 2711-2 à DC, 2713-2 à D, 2714-2 à D).

Ces activités sont exercées par M Yaya TOGO sans l'autorisation requise.

L'exploitant doit donc régulariser sa situation par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation (à condition que cela soit possible compte-tenu des autres réglementations applicables, en particulier la réglementation urbanisme) ou cesser ces activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, article 10 (véhicules hors d'usage (VHU) – rubrique 2712), article 4.1 (déchets - rubriques 2711, 2713 et 2714)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 :</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 :</u> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

<p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas identifié de moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur site, ni de réserve d'eau destinée à lutter contre un incendie.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des moyens de défense incendie sur le site, conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, article 12 (véhicules hors d'usage (VHU) – rubrique 2712), articles 2.7 et 2.9 (déchets - rubriques 2711, 2713 et 2714)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12 :</u> [...] II. Le sol des aires et des zones de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7 :</u> Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9 :</u> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'inspection a constaté : * que l'entreposage de VHU s'effectue sur terre battue * que le sol des aires de stockage des déchets ou de manipulation des matières polluantes présentes sur le site, ainsi que les voies de circulation des engins sont également sur terre battue * l'absence totale de sol et d'aires de stockages/manipulations étanches. Des flaques d'eau souillées sont présentes à différents endroits du site. Le sol présente des traces de pollution à plusieurs endroits. Les eaux/effluents souillées rejoignent le sol, puis le sous-sol, ou le milieu naturel. Aucun moyen de rétention des eaux ou écoulements issus d'un éventuel sinistre n'est présent. Le site se situe à proximité immédiate d'une entreprise dont le propriétaire et également le propriétaire du terrain et d'une habitation occupée par des tiers.

L'exploitant doit rendre étanche les aires de stockage /manipulation des déchets (y compris VHU), des voies de circulation des engins et tout équipement susceptible de souiller les eaux et le sol, et mettre en place les moyens permettant de recueillir les eaux ou écoulements susceptibles d'être pollués, conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêtés Ministériels du 06/06/2018, article 14 (VHU – rubrique 2712), article 5.1 (déchets - rubriques 2711, 2713 et 2714)
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 :</u> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. [...] <u>Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.1 :</u> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...]
Constats : L'inspection a observé l'absence de réseau de collecte des eaux sur le site. L'exploitant doit mettre un réseau de collecte de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales, et les moyens permettant de traiter les eaux susceptibles d'être polluées, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Régularisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L512-1
Thème(s) : Situation administrative, régularisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er du code de l'environnement.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection du 20/10/2022 qu'il y avait : * un transit/regroupement de déchets dangereux dont le tonnage est supérieur à 1 tonne (présence de bombes de gaz, d'écrans ordinateur et de télévisions) : rubrique 2718-1 à autorisation (A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement; * une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) dont la surface de l'installation est supérieure à 100 m ² (présence de voitures, camions, tracteurs) : rubrique 2712-1 à enregistrement (E), * un transit/regroupement de DEEE dont le volume est supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ (présence de réfrigérateurs, de congélateurs, de fours, micro-ondes, ...) : rubrique 2711-2 à déclaration avec contrôle périodique (DC), * un transit/regroupement de métaux non dangereux dont la surface est supérieure à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² (présence d'étais, de vélos, ...) : rubrique 2713-2 à déclaration (D), * un transit/regroupement de pneumatiques dont le volume est supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (présence de pneus, de bois, de fenêtres bois, de vêtements) : rubrique 2714-2 à déclaration (D), * un transit/regroupement de verre (vitres de fenêtres) dont volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 250 m ³ : rubrique 2715 non classé (NC), * un transit/regroupement de déchets non dangereux non inerte divers dont le volume est inférieur à 100 m ³ : rubrique 2716 non classé (NC).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

**Planche photographique – activités exercées par M Yaya TOGO 35 impasse Boeuf Couronné à
Bazainville – photos du 20/10/2022**







